Les archives, une responsabilité collective

19 octobre 2026

Il est temps de tirer la sonnette d'alarme sur la situation des archives en Belgique. Depuis plusieurs mois, les signes de fragilisation du secteur se multiplient, à tous les niveaux de pouvoir : fermeture ou réduction des capacités d'accueil des salles de lecture des Archives générales du Royaume, manque de personnel dans les services et centres d'archives publiques et non-remplacement des départs, remise en question du financement des centres d'archives privées « dits politiques » en Fédération Wallonie-Bruxelles, non-indexation des subventions et moratoire dans le secteur culturel, réformes des aides à l'emploi, infrastructures vieillissantes ou encore importantes réductions budgétaires annoncées en Flandre pour tous les centres d'archives privées et d'autres acteurs dans le secteur patrimonial.

À cela s'ajoute un cadre légal vieillissant, qui n'a pas toujours suivi l'évolution des réformes institutionnelles, des pratiques et des besoins du secteur. Il comporte encore des lacunes et certaines dispositions restent incomplètes, dans l'attente d'arrêtés d'exécution qui n'ont jamais vu le jour.

Pris séparément, ces faits et ces mesures pourraient être considérés comme autant de décisions relevant de contextes budgétaires ou institutionnels différents. Leur accumulation montre pourtant une réalité plus préoccupante. Ils témoignent d'une tendance plus générale : **les archives sont vraisemblablement considérées comme une variable d'ajustement** lorsque les finances publiques se resserrent, alors même que leur rôle et leurs missions ne cessent de s'accroître.

Il faut ici rappeler une évidence que les débats budgétaires tendent parfois à faire disparaître : **les archives sont une condition de la transparence et un garant de la responsabilité démocratique.** Une des caractéristiques essentielles de la démocratie est la possibilité pour les citoyens et les générations futures, de comprendre comment ces décisions ont été prises, sur quelles informations elles se sont appuyées et quelles conséquences elles ont produites. Sans archives correctement conservées, organisées et accessibles, cette possibilité de contrôle et de compréhension de l'action publique s'amenuise.

Cette responsabilité démocratique concerne tout autant la gestion et la conservation des archives publiques que les archives privées. Les fonds produits par les administrations documentent l'action de l'État et des pouvoirs locaux ; les archives politiques, syndicales, associatives ou militantes permettent, quant à elles, de comprendre les débats, les mobilisations, les oppositions et les évolutions qui traversent la société. Leur complémentarité est précisément ce qui permet d'éviter une histoire partielle et dès lors biaisée et de donner aux générations futures les moyens de confronter les points de vue et de construire leur propre compréhension du passé.

Cette évolution est préoccupante, car les archives ne constituent pas une politique publique accessoire. Elles constituent des actifs informationnels stratégiques vivants et, de ce fait, sont essentielles au fonctionnement quotidien de nos institutions et de la démocratie. Elles permettent d'assurer la continuité de l'action publique, de retrouver les informations nécessaires à la prise de décision, de documenter les politiques menées et de comprendre, parfois plusieurs décennies plus tard, dans quelles circonstances une décision a été prise. Elles permettent également aux citoyens de faire valoir leurs droits, à la société civile de conserver les traces de ses vécus, de ses mobilisations et de ses luttes et de les transmettre aux générations futures, et aux chercheurs, aux journalistes et à l'ensemble de la société de disposer de sources fiables pour comprendre, à postériori, l'histoire et son fonctionnement. Elles sont également indispensables à la formation des historiennes et historiens de demain, en leur donnant accès aux sources nécessaires pour développer un regard critique sur l'histoire et sur la manière dont elle se construit. En ce sens, elles sont un outil stratégique permettant de lutter contre la désinformation, largement employée actuellement pour déstabiliser notre démocratie.

C'est dans cette perspective que la question que nous devons collectivement nous poser dépasse largement celle des budgets consacrés aux archives et à la culture : **quelle société voulons-nous pour demain ?**

La voie empruntée actuellement nous mène progressivement vers une société bientôt incapable de documenter son passé et son histoire. L'accès aux sources y sera compliqué faute de professionnels pour les traiter, de lieux pour les conserver et de moyens mis en œuvre pour les rendre accessibles. Celle-ci ressemblerait alors dangereusement au monde dystopique décrit par George Orwell dans son roman *1984*. Elle deviendrait un lieu permettant la réécriture de l'histoire par le pouvoir en place, en fonction de ses alliances géopolitiques et de ses visées socioéconomiques.

Pour éviter cette dérive, nous pouvons encore agir et nous mettre en action. Protégeons notre patrimoine documentaire et valorisons une société qui conserve les traces de son fonctionnement, qui donne aux citoyens les moyens de comprendre l'action publique et qui permet aux chercheurs comme aux générations futures d'accéder aux sources nécessaires à la connaissance de leur histoire.

Le secteur des archives demande que ses missions soient reconnues à la hauteur de leur importance et que les politiques publiques prennent en compte le temps long qui est celui des archives. Les choix faits aujourd'hui entraîneront des conséquences à long terme : ils détermineront ce que nous serons encore capables de savoir, de comprendre et de transmettre demain.

Aujourd’hui, les signaux d’alerte sont suffisamment nombreux pour que nous ne puissions plus les considérer comme des situations isolées. Ils doivent nous conduire à nous interroger collectivement sur la place que nous accordons aux archives et sur les moyens que nous sommes prêts à leur consacrer.

Cette lutte est loin de concerner uniquement les archivistes et les historiens. Elle est celle de toutes les personnes qui s’inquiètent de voir notre démocratie s’étioler et qui ne souhaitent plus rester passives face à ce constat accablant.

Aksoni – Fédération professionnelle des archivistes et gestionnaires de l’information